

Meeting de Raphaël Glucksmann - Les Docks de Paris

111 min · Place publique

Eh bien, bonjour à toutes et à tous et bienvenue. Bienvenue chez vous. Bienvenue chez vous. J'ai pas mes lunettes, je vous vois pas, mais vous êtes nombreux. Je vais faire comme quand je préside au Parlement européen, je vais vous demander de rejoindre vos places très tranquillement et je voudrais dire un très très grand bonjour. Du fond du c-ur, un énorme merci pour tout le travail, pour toute l'énergie, pour tout l'amour que nous envoient les militants et les adhérents de places publiques. Merci infiniment. Merci. Je sais pas comment vous faites parce que vous êtes là sur le pont avec notamment, je pense aux cadres qu'on fait un grand nombre de séminaire, etc. Aujourd'hui, vous avez une pêche absolument incroyable. Bravo, bravo, bravo. Et encore un infini merci. Allez, on va commencer. Tout le monde va s'asseoir, Joana Miquel, de la fausse qui arrive. Savez que à chaque campagne, à chaque campagne, à chaque début de campagne, il y a Bruno Le Maire. Je sais, je sais. Non, faut pas siffler ce génie incompris de l'économie. Il y a Bruno Le Maire à chaque fois qui sort un livre pour mon plus grand bonheur, pour mon plus grand plaisir et que j'aime commenter à chaque fois dans les meetings. Mais là, je me suis dit que c'était quand même une passion un petit peu malsaine. Alors j'ai décidé de lire autre chose. Je vais attendre que tout le monde s'assoit tranquillement, que les photos soient prises, les belles photos soient prises. Si on est réunis ici, c'est parce que la gauche doit gagner. C'est parce que la gauche doit gagner en 2027. Si on est réunis ici, c'est parce qu'on subit, on subit, on subit, on subit, on subit des années de macronisme. On subit, on subit les conséquences d'une politique de l'offre qui a abîmé notre compétitivité en réalité, vraiment des génies les gars, qui a eu, qui a fait de la casse sociale. On subit le mauvais foncement et la désorganisation de nos services publics. On subit des inégalités femme-homme alors que c'était la priorité des années macron. Parce qu'on a un retour de la guerre entre profit et travail, comme le rappelle Jean Hervé Lorenzi du cercle des économistes. Parce qu'on est, excusez-moi l'expression, mais à poil dans le domaine du numérique. Alors que là aussi, c'était la priorité des années macron, rappelez-vous de la start-up nation. Et alors qu'en plus en France, je sais qu'on a des talents, je sais qu'il y en a dans la salle, en particulier un. Je sais qu'on a des talents et qu'on aurait pu avoir une industrie du numérique fleurissante, à même de concurrencer les Etats-Unis. On subit le fait qu'on va avoir l'intelligence artificielle qui va modifier profondément nos vies et qu'on ne fait rien pour l'instant. Qu'on regarde, on subit les évolutions du monde, on subit la perte du pouvoir d'achat, on subit le fait que ce génie de l'économie, Bruno Lebert, nous a laissé la dette des déficits qui nous empêchent aujourd'hui d'aider correctement les Français alors qu'ils en ont besoin. On subit, et ce qui m'inquiète le plus, c'est qu'on s'abîme. On s'abîme collectivement aujourd'hui. On se traite les uns et les autres de profiteurs. Alors, les salariés sont des profiteurs parce qu'ils ont des droits. Fantastique droit. La jeunesse des profiteurs, et c'est vrai que vraiment cette jeunesse, elle profite bien entre l'absence de transition écologique à un monde en guerre, le Covid, l'absence de moyens dans la recherche, dans l'éducation, vraiment un bonheur pour eux, cette vie. Cette jeunesse qui se fait souvent insulter, dont on dit qu'elle ne veut pas travailler, ce qui est entièrement faux et toutes les études de le pauvre. Les fonctionnaires, évidemment, les fonctionnaires des gros profiteurs, et on le voit bien aujourd'hui dans la justice à quel point ils profitent de leurs conditions de travail. On le voit bien dans la santé à quel point ils profitent de leurs conditions de travail. On voit bien dans l'éducation à quel point ils profitent de leurs conditions de travail. Les personnes âgées, des profiteurs aussi, quelle chance, quelle chance ils ont que la dépendance, que le vieillissement ne soit pas encore correctement organisé dans notre société. On s

'oppose les uns les autres aujourd'hui. Et c'est ça qui m'inquiète, à vrai dire, le plus. Et c'est pour ça qu'on a besoin de la gauche. Parce que la gauche, c'est l'anticipation. Parce que la gauche, c'est la solidarité, c'est la fraternité. C'est celle... La gauche... La gauche... C'est celle... C'est celle qui est capable de trouver les solutions les plus merveilleuses aux problèmes les plus inquiétants. La gauche, c'est les congés payés. La gauche, c'est nos acquis sociaux, c'est nos droits, c'est la protection de l'enfance, c'est l'égalité femme -homme, c'est la CMU, tous les droits, tout ce qui nous fait vivre aujourd'hui, tout ce qui nous fait bien vivre, on le doit à une chose, à la gauche. Oui, on est là. La gauche, elle doit gagner, elle doit gagner pour protéger nos enfants. Et j'allume le travail de nos députés, de nos sénateurs. Je pense notamment à Laurence Rossignol, qui est ici dans la salle. Merci, bravo et merci pour ton engagement. La gauche doit gagner parce que, dans la septième puissance économique mondiale, le taux de pauvreté touche principalement les jeunes. La gauche doit gagner parce qu'on a besoin non pas d'une politique d'offre, mais une politique de demande. On a besoin de soutenir la consommation, l'investissement. On a besoin que nos entreprises aient des carnets de commandes pleins. La gauche doit gagner parce qu'il nous faut une fiscalité juste, parce qu'il va nous falloir taxer le capital, probablement taxer l'héritage aussi, pas pour le plaisir de taxer, mais pour pouvoir utiliser l'argent, pour pouvoir trouver des solutions. La gauche doit gagner, parce qu'il va falloir accompagner l'évolution du capitalisme, du capitalisme patrimonial. Il va falloir trouver des solutions face à tous les défis du monde aujourd'hui. La gauche peut gagner, parce que la gauche, elle sait se battre. Elle sait se battre déjà sur le plan des idées. Toujours, elle n'a pas peur d'aller contre les idées, un peu à la mode. Non, elle ose à gauche. La gauche, elle peut gagner parce qu'elle est renforcée par l'écologie, parce que l'écologie est de gauche et la gauche est forcément écologique. Et je tiens à saluer ici d'ailleurs la présence de Yannick Jadot et des précurseurs de l'écologie. Elle peut gagner parce qu'elle a des élus qui se battent, des élus locaux. Et je voudrais saluer Carole Delga, François Bonneau, Michael Delafau, Cécile Plies, Fanny Lacroix, Bruno Marti, Ariel Velle, Christophe Bouillon. Tous nos élus qui se battent, tous les députés qui se battent pour nous, tous les sénateurs qui se battent et sénatrices qui se battent pour nous. Au Parti Socialiste, à place publique, je voudrais aussi saluer ceux qui se battent et je me bats pour la gauche écologique pro-européenne avec Nora Mébarek et tous mes collègues du Parlement européen. J'imagine que Jean-Marc est là, Thomas est là évidemment et Rico aussi. Merci à vous. La gauche, elle peut gagner si elle sait se rassembler. Et je sais qu'on est tous frustrés, mais on va y arriver. Ça va prendre du temps, mais on va y arriver. On va réussir à se rassembler et à rassembler les Français. Je vais finir sur les bonnes nouvelles avant de vous donner la parole. Tout ça, c'est beaucoup de défis. Et c'est vrai que le monde peut faire peur. Mais on est une puissance. Nous, on a trois bonnes nouvelles. La première, c'est que la France, c'est la septième puissance économique mondiale. Et quand on y pense, regardez la taille de nos pays, par rapport aux États-Unis, par rapport à la Russie, par rapport à la Chine, on tient, on est forts, on a des talents, on a des ingénieurs fantastiques qui doivent d'ailleurs prendre plus de place, à mon avis, dans la décision publique. On a plein de gens dans la culture absolument merveilleux. On est forts. Ça, c'est la première bonne nouvelle. Deuxièmement, parce qu'on fait partie de l'Union européenne et qu'on est pro-européens. Et l'Union européenne, l'Union européenne, même si elle est imparfaite, même si elle est imparfaite, elle tient tête à la Russie, elle tient tête à l'Amérique de Donald Trump, elle tient tête à la Chine. Et ensuite... L'autre bonne nouvelle, moi, faiblesse de penser, qu'il y a quelqu'un qui représente à peu près toutes ces valeurs, tous ces combats, qui a du courage et qui peut nous rassembler et je pense même qu'il va le parler ce soir. Et c'est évidemment Raphaël Glucksmann. Alors chers amis, chers amis, chers amis, à gauche, toutes, pas que le pire n'est jamais certain et qu'à la fin, c'est les gentils qui gagnent. Merci. Ils sont là pour animer cette soirée.

Merci, merci beaucoup Aurore. Bonsoir à toutes et à tous. Je m'appelle Yanis Lassalle, je suis membre de la commission politique de place publique. Et quel bonheur de vous voir ici, aussi

nombreux. Pour tout vous dire, je suis particulièrement heureux ce soir parce qu'on est à Aubert-Villiers en Seine-Saint-Denis et c'est le département où j'ai grandi, donc je suis très fier qu'on soit ici ce soir. Alors, je vais pas seulement vous dire bienvenue, je vais vous dire bienvenue à la maison. Bienvenue à la maison. Dans les départements les plus jeunes et l'un des plus vivants de France.

Si nous sommes réunis ce soir, chers amis, c'est par envie. L'envie de rassembler la gauche républicaine et social-démocrate et surtout l'envie de parler à toutes les Françaises et à tous les Français d'où qu'ils viennent pour construire ensemble une alternative pour la France.

Regardons les choses en face. La guerre est de retour sur notre continent et elle frappe déjà nos portes. Le climat s'emballe pendant que les gouvernements regardent ailleurs, indignes de l'enjeu du siècle. Et partout dans le monde, les démocraties vacillent, emportées par une vague populiste qui déferle jusqu'au cœur de l'Europe. Pendant ce temps, des millions de Français ont le sentiment qu'on décide de leur avenir loin de... sans eux.

Évidemment, nous avons conscience de la gravité du moment, mais nous savons qu'il existe, dans notre pays, une immense énergie qui ne demande qu'à ce... Franchement, vous voyant ce soir aussi nombreuses et aussi nombreux, je me dis que celles et ceux qui refusent la fatalité sont nombreux, parce que oui, vous êtes nombreux, plus de 4000 ce soir, nous sommes nombreux

! Pour cette grande soirée, nous avons l'honneur de réunir quatre voix qui viennent nous parler de quatre combats majeurs de notre siècle. Une seule certitude ce soir, nous ne renoncerons pas.

Quatre combats dont l'un d'eux évidemment est le combat climatique. Et quand on parle de climat, on parle souvent d'urgence. Mais il y a des femmes et des hommes qui, depuis des années, transforment cette urgence en action. Notre première invitée fait partie de celles et ceux qui ont changé le cours des choses, économistes, diplomates, architectes de l'accord de Paris, elle a sans cesse travaillé pour éconcilier justice sociale et transition écologique. Merci d'accueillir Laurence Tubiana !

Merci de l'accueil ! Merci de l'accueil ! Et bien je vois que si on cherche de l'énergie, elle est là. Et j'ai peu de messages, d'abord j'ai peu de temps, mais pour vous dire vraiment profondément, comme une activiste de la société civile, comme diplomate il y a quelques années, je suis ici parce que je ne crois pas qu'il y a de fatalité. Regardez ce qu'on a fait sur la lutte contre le changement climatique. Trop tard, trop longtemps, mais on avance énormément. Regardez en 10 ans ce qui s'est passé. J'en passe parce que je n'ai pas le temps, mais l'énergie renouvelable, l'idée dans tout le public français, mais dans tout le public européen et dans le monde que vraiment le changement climatique, l'écologie, c'est ça, la racine de ce qui va rassembler les citoyens. Comme en Hongrie, comme en Pologne, comme en Espagne, comme en Italie, bientôt on voit que l'écologie, la lutte contre ce qui nous menace peut nous rassembler. Et c'est vrai, il n'y a pas de fatalité. Mes collègues qui travaillent, moi-même qui travaillais en Hongrie, regardez, 200 000 personnes, des milliers de personnes ont renversé Orban. Alors il n'y a pas de fatalité. Alors que les rues étaient bourrées d'agents russes, d'agents américains pour faire gagner un dictateur et il a massivement perdu. Donc il n'y a pas de fatalité. Et regardez, en plein bouleversement de l'équilibre international, il faut qu'on ait l'indépendance énergétique de l'Europe. Il faut qu'on arrête d'importer du gaz russe. Il faut qu'on se libère du gaz américain. Donc indépendance et souveraineté, c'est aussi la même chose, le même combat que celui de l'écologie. Je suis ici pour vous dire qu'il ne faut pas, je suis ici vraiment pour vous dire avec force, qu'il y a, comme l'a dit Aurore, une immense énergie dans la société. Regardez au-delà des partis politiques, regardez dans la société civile la capacité de parler, de se mobiliser. Il y a des foyers de lutte partout en France. 500 foyers de lutte aujourd'hui de gens qui se battent pour l'environnement, pour leur sécurité, pour la qualité de l'air. Il faut les mobiliser. Mais il n

'y a pas que ça. Il faut qu'on obtienne cette équité fiscale, il faut qu'on se batte contre ces inégalités qui tuent notre démocratie. Il faut qu'on reconnaisse nos différences, il faut qu'on lutte vraiment contre le racisme qui est tellement bien ancré aujourd'hui dans notre société. Et c'est malheureux. Encore une fois, encore une fois, j'ai été frappée que le combat des démocrates hongrois, toutes tendances confondues, ça a été de ne pas se prêter au piège de l'assignation identitaire. Ils n'ont pas... Ils ont refusé de répondre à la guerre culturelle par la guerre culturelle. Ils ont revendiqué le commun. C'est ça qu'il faut qu'on fasse ensemble avec la société civile. Écoutez -la, écoutez -la. Il nous reste 11 mois. Et il nous reste collectivement 11 mois. Et collectivement, pour moi, c'est très important. J'ai jamais cru aux partis providentiels, à l'ombre. Non. Il faut que ce soit collectif et que ce soit des équipes qui gagnent. Il faut que ce soit la société qui gagne. Personnellement, et j'en arrête là, ce combat contre la perte de l'État de droit que nous risquons, que nous avons déjà commencé à risquer dans la démocratie d'aujourd'hui française, eh bien, personnellement, je serai disponible partout où c'est utile pour vous dire, et à la fois, n'oubliez pas que la société, elle est là. Et n'oubliez pas que vraiment, tous ensemble sur l'égalité, sur la fraternité, mais surtout sur la solidarité, il faut qu'on se rassemble pour garder ce qui est vraiment central en France aujourd'hui, c'est de se rassembler. Et l'écologie, pour ma part, j'y crois profondément, c'est la manière de se rassembler. Merci.

Merci beaucoup, Laurence. Merci beaucoup.

Alors, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, il se joue un combat pour notre dignité, pour notre liberté, en ce moment même, partout dans le monde, des peuples vivent en guerre, on pense à Gaza, au Soudan et ailleurs, parfois dans l'indifférence. Partout, ce sont les civils et d'abord les enfants qui tombent. Et l'une de ces guerres est à nos portes, celle que la Russie livre à l'Ukraine, et à travers elle, à nos démocraties. Notre invité, lui, ne la regarde pas de loin, il l'a vécue sur le terrain. Journaliste franco-russe, merci d'accueillir Cyril Amorski.

Merci beaucoup. Merci beaucoup. Bonsoir à toutes et à tous. Si je suis ici ce soir, ce n'est pas pour tenir un discours abstrait sur la géopolitique. C'est pour parler d'une guerre que j'ai vécue de près, d'un pays où vit encore ma famille et d'une menace qui ne concerne pas seulement les Ukrainiens mais le continent tout entier. Et en ce sens, je remercie Raphaël Glucksmann pour sa position sans faille sur le sujet. Le 24 février 2022, quand les premiers missiles russes ont frappé l'Ukraine, j'étais loin de ma famille et de mes amis. Eux étaient là-bas, sous les bombes, sans savoir si la nuit suivante serait la dernière. Moi, j'étais en France à regarder mon téléphone toutes les 5 minutes, à attendre un message, un signe, une preuve qu'ils étaient encore en vie. C'est dans ces heures-là que j'ai compris que je ne pourrais pas regarder cette guerre de loin. J'ai commencé à la couvrir parce qu'il fallait témoigner. Depuis, j'ai vu ce que la Russie fait quand on lui laisse le temps d'avancer. Des villes anéanties, des familles meurtries, des civils enterrés, des enfants comme mon petit frère privé d'une partie de leur enfance qui grandissent au rythme des alertes aériennes. Mais j'ai vu aussi un peuple qui refuse de disparaître, qui ne demande pas qu'on se batte à sa place, mais qu'on lui donne les moyens de survivre et de vaincre. Ce qui se joue là-bas, c'est le droit d'un peuple à choisir son avenir. C'est déjà cela, le Maidan. J'y ai vu des jeunes, des retraités, des gens ordinaires qui voulaient simplement vivre libre dans une démocratie, dans un état de droit et rejoindre la famille européenne. Les Ukrainiens aiment l'Europe, les Ukrainiens aiment la France. Raphaël Glucksmann l'avait déjà compris à l'époque. Il était sur place. Il avait compris que Maidan était un moment capital pour l'Europe. Comme il avait compris sur la Tchétchénie, sur la Géorgie, sur la Crimée, sur le Donbass, comme il a su regarder ailleurs, notamment sur le Rwanda et évidemment sur les Ouïghours. Lorsque tant d'autres préféraient détourner les yeux au nom du commerce ou du prétendu réalisme, sur ces menaces, sur ces peuples sacrifiés trop facilement, il a été à la hauteur des enjeux. Alors qu'une partie de la classe politique française ne l'a pas été. Certains voyaient en

poutine un modèle pour la France. D'autres reprenaient son discours pour justifier l'impérialisme du Kremlin. Aujourd'hui encore, certains n'ont rien compris, d'autres n'ont rien appris. Le Kremlin n'attaque pas seulement avec des missiles, il nous attaque par le mensonge, l'influence et la division. Nous avons vu les fausses paniques sur les punaises de lits, les étoiles de David peintes sur les commerces dont les propriétaires sont juifs, les têtes de portes devant les mosquées, la tentative de faire exploser un bricorama hors lit, les opérations autour des Jeux Olympiques, jusqu'à l'affaire de Gossier au Mali où notre armée, l'armée française, a été accusée d'avoir assassiné des civils alors que c'était l'organisation de la guerre de Glezman, financée par la Russie qui était derrière cela. Voilà la méthode russe. Salir, diviser, faire douter, retourner les sociétés démocratiques contre elles-mêmes. Qui peut encore croire que cette guerre ne concerne que l'Ukraine ? C'est pour cela que moi je veux parler aussi de Xenia Fédérova ce soir. Je veux ici saluer la position de Raphaël Glezman qui a dit clairement ce que beaucoup n'osait pas dire. Comment une propagandiste du Kremlin peut-elle aujourd'hui disposer d'une telle place dans les médias français ? Comment peut-elle passer de la direction d'un média financé par l'Etat russe à des plateaux et les présenter comme une simple commentatrice ? Et comment a-t-elle pu obtenir en 2024 un titre de séjour de 10 ans alors que son média, juste avant, gâtait les exécutions de Sivila Butcha, glorifiait la milice et reprenait le vocabulaire russe de la dénazification de l'Ukraine ? Combien de temps encore allons-nous accepter que la propagande d'une puissance hostile soit traitée comme une opinion parmi d'autres dans les médias français ? Parce que ce qui se joue ce n'est pas seulement une bataille médiatique, c'est notre capacité à défendre notre pays contre une puissance hostile qui cherche à nous diviser de l'intérieur. La question au fond est simple. Voulons-nous une France qui doute d'elle-même, qui abandonne ses alliés, qui regarde les démocraties tomber un à un, expliquant qu'il ne faut surtout rien faire ? Ou voulons-nous être une France fière de ce qu'elle est, ambitieuse pour son avenir, capable de défendre ses valeurs, ses alliés et sa liberté ? Raphaël Glucksmann a répondu à cette question depuis longtemps. Et quand les Ukrainiens se sentaient bien seuls en 2014, lorsque le sujet intéressait peu, il était là. Et je sais que nos amis géorgiens qui sont présents ce soir sur place, eux aussi ont ressenti la même chose en 2008. À nous maintenant de faire en sorte que la France et l'Europe répondent avec la même clarté. Je vous remercie. Slavo Ukraini, vive la France !

Merci Cyril, merci beaucoup. Merci beaucoup, merci Cyril.

Incroyable discours. On vient de l'entendre, défendre la liberté c'est un combat de chaque instant. Mais il est un autre front plus silencieux où l'on se bat pour la vie elle-même. On parle souvent de la France qui doute. J'aimerais ce soir qu'on parle de la France qui cherche, la France qui invente, la France qui découvre. Le cancer, la maladie de notre siècle n'épargne pas. Face à lui, des femmes et des hommes le font reculer jour après jour. Notre prochain invité est de cela. Merci d'accueillir chaleureusement Raphaël Rodriguez.

Bonsoir, merci à tous. Je suis Raphaël Rodriguez, je suis directeur de recherche au CNRS, je dirige une équipe à l'Institut Curie. Ce soir, je n'ai pas la prétention de parler à la place de mes collègues, mais j'ai la naïveté de croire que mon histoire et probablement mes propos de ce soir feront écho avec l'avis de la plupart d'entre eux. J'ai donc un doctorat en sciences, j'ai étudié à Marseille, l'université de Oxford, j'ai passé 8 ans à l'université de Cambridge. J'ai obtenu un poste permanent, comme vous le savez Cambridge, une université prestigieuse. J'ai décidé en 2012 de démissionner ce poste pour rejoindre le CNRS pour une raison qui est toute simple. Ma mère est enseignante, mon père était infirmier en psychiatrie et j'ai eu la chance d'avoir une petite sœur magistrate, un frère anesthésiste réanimateur. Ils ont tous dédié leur vie entière au service public et le service public c'est pas fait à 35 heures, c'est pas fait à 39 heures, c'est l'honneur de l'universalité, l'honneur de servir les citoyens, l'honneur de servir ceux qui en ont le plus besoin. Et donc entre deux mots, pour faire court sur ce qu'on fait à l'Institut Curie, mon travail consiste à comprendre comment des cellules

cancéreuses deviennent métastatiques. Vous savez sans doute que les métastases c'est ce qui tue les patients, ces cellules deviennent réfractaires au traitement et mon rôle c'est de comprendre quelle est la chimie qui est sous-jacente à cette transformation, à cette adaptation cellulaire parce que quand on comprend ça, on en mesure à inventer de nouveaux médicaments et c'est mon métier. Et donc sur les 10 dernières années, on a développé deux nouvelles classes de médicaments, un dans le cadre de la Covid -19 et c'est une molécule qui marche très bien qu'on n'a pas pu développer davantage parce que pour les raisons que vous pouvez imaginer, la deuxième c'est justement une molécule qui cible les populations métastatiques des cancers les plus difficiles à traiter. Et au plus en avant, c'est plus et du mal avec cette petite musique qui vient de la droite la plus dure et qui parle de la dépense publique. Et il parle de dépense publique au lieu de parler de service public. Et malheureusement la plupart de mes collègues, de mes collaborateurs, demandent jamais leur reste. La plupart d'entre eux dans mon laboratoire travaillent souvent 50 heures par semaine, 70 heures par semaine, parfois 100 heures par semaine. Vous imaginez des gens qui ont un doctorat, qui ont une habilitation à diriger les recherches, c'est un bac plus 15 et qui travaillent sans jamais demander leur reste, qui ont l'espoir de servir leur peuple et de trouver des nouveaux médicaments et qui s'entendent dire qu'ils dépensent de l'argent public. Il y a une autre petite musique qui est tout aussi néfaste, c'est la musique de la gauche la plus extrême, qui consiste à dire que les gens qui ont fait fortune et qui se sentent très bien, leur argent on va leur prendre sans leur expliquer ce qu'on va en faire. Et pour avoir fait levé de fond avec des philanthropes, il faut savoir que l'Institut Curie est très largement subventionné par des philanthropes. Ce que j'ai appris, c'est qu'il y a des gens extrêmement intelligents, il y a des gens qui veulent contribuer à l'effort commun et quand on emmène les gens avec soi, quand on leur explique ce qu'on va faire de leur argent, ils ont beaucoup plus tendance et de facilité à venir financer des projets que l'Etat ne peut pas financer. Et pour finir, je voudrais dire qu'il y a deux personnalités politiques qui se sont intéressées en ce qui me concerne à la recherche. Le chef de l'Etat qui est très, je ne parle pas de ses gouvernements, je parle bien du chef de l'Etat, qui était très sensible à la mission de l'Institut Curie et à ce qu'on a essayé d'y faire. Et c'est vrai que depuis dix ans, la méthode de faire de la recherche en France a changé, l'innovation a été relancée, les salaires des gens ont commencé à augmenter et malheureusement, ces efforts ont été stoppés net, on sait pourquoi, il y a eu une pandémie, il y a eu des guerres et malheureusement, cet effort s'est arrêté. Et l'autre personne que j'ai eu la bonne fortune de rencontrer dans la rue, qui m'a ébloui par sa flamboyance et par sa fulgurance intellectuelle et qui m'a demandé de venir à l'Institut Curie pour discuter avec nous, pour savoir ce qu'on fait, c'est Raphaël Lussmann. Il a passé deux journées à l'institut, il a posé toutes les bonnes questions et il a identifié tous les problèmes et très rapidement il a tiré les conclusions qui sont les nôtres et il a une méthodologie dans son esprit qui pourra nous permettre sans doute sur la durée, j'espère à court terme de pouvoir maintenir cette dynamique de la recherche en France à force de quoi ce métier va se déliter et dans dix ans les médicaments, soit on ne les aura pas, soit on les perdra extrêmement cher parce qu'ils seront faits soit en Chine ou aux Etats-Unis. Et avec cette note, je vous remercie de m'avoir reçu.

Merci, merci beaucoup Raphaël pour tes mots sur la recherche et la santé. Mais aucun progrès ne vaut sans conscience de l'histoire et du devoir de mémoire. Notre prochaine invitée a rencontré Raphaël Glucksmann sur les bancs de la fac. Elle porte une parole rare, une parole née de l'épreuve, une parole qui nous rappelle ou peuvent conduire la haine, le racisme et l'indifférence. Autrice et psychologue clinicienne, elle est rescapée du génocide des Tutsis au Rwanda. Son parcours est un témoignage bouleversant de résilience et de courage. Mesdames, messieurs, chers amis, merci d'accueillir Annick Caitessy -Josan.

Merci beaucoup. Je suis très émue d'être ici parce que je ne devrais pas être là. J'aurais dû mourir le 30 avril 1994 vers 11 heures, le jour où les collègues de ma mère ont indiqué aux miliciens où elle

nous avait caché. Mon père était décédé quelques années plus tôt. J 'ai lutté contre cette pensée pendant tout le temps qu 'a duré le génocide. J 'ai lutté en soignant les plaies de ma s-ur qui avait été laissée pour morte. J 'ai lutté en pensant que le monde allait savoir et que le monde allait venir m 'aider, au moins à ma portée du désinfectant. Le génocide a fini par prendre fin. On a été évacués, ma s-ur et moi, avec un millier d 'autres orphelins vers le Burundi, puis éparpillés à travers le monde. Ma s-ur et moi, nous sommes venus en France. La première chose qui m 'a surprise, contrairement à ce qu 'on m 'a demandé souvent, ce n 'est pas les grands immeubles, les voitures ou les grandes routes. Non. J 'ai été surprise d 'apprendre que le monde avait su depuis le début et que le monde ne nous avait pas aidé. J 'ai pensé au fond que les génocidères avaient gagné. Je ne me suis pas sentie particulièrement plus vivante que ma mère, et cela jusqu 'à mes 22 ans. C 'était il y a exactement 25 ans maintenant. J 'étais inscrite à l 'université à la Sorbonne, en master de sciences politiques. Mon mémoire portait sur la place des rescapés dans la société. Il y a très peu de personnes à l 'époque qui s 'intéressaient à ce que nous avons vécu, et certainement pas celles de mon âge. C 'est ce que je pensais. Puis, j 'ai croisé trois jeunes hommes de mon âge qui travaillaient sur un documentaire consacré au génocide. Raphaël Glucksmann, David Dazan et Pierre Mesret. Je n 'ai pas eu un coup de foudre, j 'en ai eu trois. En plus de l 'asile, de la nationalité, la France m 'a offert mes premiers amis après le génocide. Nous sommes partis après ça ensemble au Rwanda. Bien évidemment, moi et mes amis, j 'y étais très attachés. On est allé à la rencontre des rescapés et des charniers, des prisonniers et de leurs récits. Sortir de là et vouloir faire de la politique, il faut avoir le c-ur bien accroché. Raphaël Glucksmann, il l 'a. Et c 'est pour vous dire cela que je suis là aujourd 'hui. Je l 'ai vu dans les charniers du Kigali quand nous avions 20 ans. Puisque c 'est son choix, le mien est d 'être à ses côtés. Je sais au fond de moi et au nom de ceux qui ne sont plus là, que ce n 'est pas quelque chose que l 'on peut porter seul, que de lutter pour une humanité digne. Je suis très honorée d 'être parmi les milliers de personnes aujourd 'hui réunies autour de Raphaël. De ne pas être devant la télé, de ne pas regarder le pays qui m 'a sauvée, susciter les appétits des ogres de la haine en me disant à nouveau, merde, c 'est foutu. Ce n 'est pas foutu. La bataille est rude, mais je n 'ai absolument aucun doute que Raphaël Glucksmann est l 'homme qui peut la mener sans perdre son âme en chemin. Il a la force. Je l 'ai vu quand nous avions 20 ans. Évidemment, on ne se quitte pas depuis les 25 années qui viennent passer. Donc, je l 'ai vu sur l 'Ukraine, je l 'ai vu sur la Georgie, sur le Ouïgou. Mais je le vois aussi sur les sujets de ce pays qu 'on aime autant. Ce que je veux vous dire, c 'est qu 'il est fort. Il sera fort. Il a beaucoup à perdre à prendre les coups. Et les coups sont déjà là. Mais il a une chose qui est précieuse. Il a des convictions. Et il a une force intérieure que je n 'ai vu chez personne d 'autre. Je vous remercie.

Merci. Merci infiniment, Annick. Merci. Merci aux intervenantes et aux intervenants. À travers vos prises de parole, vous démontrez qu 'il y a de l 'espoir. Mais aujourd 'hui, il y a urgence à agir.

Et le moment est venu d 'agir ensemble et massivement, avec vous toutes et tous. Parce que quand le repli gagne et que la démocratie va -t -il, il faut des femmes et des hommes qui bâtissent des ponts et pas des murs. Et nous en serons.

Voilà ce que nous sommes ce soir, des militants et des citoyens d 'imposés et fiers. Et quand, mes chers amis, un chemin est possible. Depuis des mois, Raphaël Glucksmann a fait le choix de parcourir le pays. De rencontrer des Françaises et des Français, des agriculteurs, des ouvriers, des aide -soignants, des médecins, des enseignants, des chercheurs.

Et face à la menace, face à une extrême droite qui gagne du terrain partout, un homme a refusé de courber les chines. Il a choisi une Europe qui se protège, une démocratie qui résiste et une seule boussole, refuser la fatalité, travailler, rencontrer, écouter et recommencer et ne jamais rien lâcher. Cet homme, ce soir, il est parmi nous.

Et ce soir, il va montrer à toute la France que nous avons encore envie. Mesdames, messieurs, chers amis, merci d'accueillir

Raphaël Glucksmann.

d'être aujourd'hui ici si nombreuses et si nombreux. On nous avait dit c'est la coupe du monde, il n'y aura personne. Eh bien non, vous êtes des milliers ici et comme j'ai... en témoigner, vous êtes enthousiastes, joyeux, prêts au combat, prêts à la lutte. Merci, merci vraiment. Vous me donnez de la force. Chers amis, pourquoi ? Pourquoi faisons-nous de la politique pour servir la France, pour servir les Françaises et les Français ? Et les Françaises et les Français, cette semaine, ils étaient par dizaines de milliers, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, beaucoup, beaucoup de femmes qui se sont rassemblées à Florence et partout ailleurs dans le pays, pour soutenir la famille de l'IANA, pour partager leurs douleurs et pour exprimer aussi leur colère, une colère juste. Car la mort de l'IANA est la conséquence d'une faillite collective, celle de notre système judiciaire et sécuritaire, celle des ministres successifs qui n'ont pas agi, celle d'une société malade. Avant l'IANA, il y eut Maïlys, Philippine, Laetitia et tant, tant d'autres. Les violences sexuelles contre les enfants et les femmes ne sont pas des faits divers, ce sont des politiques, des faits de société que le gouvernement n'a jamais affronté comme il l'aurait dû. Oui, oui, oui, nous vivons encore dans un monde où les femmes ont peur et où tant, tant d'enfances sont brisées par des prédateurs qu'on aurait dû, qu'on a pris au monde, qui téléchargent le plus de vidéos pédopornographiques. C'est un mal profond, c'est un mal profond que nos dirigeants successifs n'ont pas assez pris au sérieux. Cette colère qui agite le pays, c'est celle des parents, des associations, des militantes comme des parlementaires féministes qui depuis des années documentent et dénoncent l'absence de priorités nationales, la misère des moyens, la maltraitance institutionnelle. J'entends depuis une semaine les politiques commenter les uns après les autres et avancer chacun leurs solutions. Mais il y en a une de solution qui est sur la table depuis six mois, faire adopter à l'Assemblée nationale la loi intégrale contre les transsexistes et sexuels. Cette loi a déposé 120 associations et 120 parlementaires il y a déjà six mois. Six mois ! Alors il faut le faire tout de suite, tout de suite, sans délai. La nouvelle frontière de notre République, c'est le démantèlement du patriarcat, la protection des enfants, la lutte sans faille contre les violences sexistes et sexuelles. Les socialistes espagnols l'ont fait. Eh bien nous, nous le ferons en France. Chers amis, nous vivons en 2027 un de ces moments de bascule qui détermine l'avenir des peuples. Et le prochain président de la République aura une mission sacrée, redonner à la France sa souveraineté et sa liberté. Il devra préparer le pays à la menace d'une guerre sur le sol de l'Union européenne et il devra dénouer les trois liasses énergétique, industrielle et technologique qui en sert aujourd'hui le coup des Français et la service la France. La guerre d'abord. La guerre d'abord. Je sais que beaucoup préfèrent ne pas y penser et que la plupart des candidats feront campagne comme si la menace n'existait pas. Je sais aussi qu'on me demande souvent de moins parler d'Ukraine, de moins parler de Poutine, de moins parler de guerre. Mais je sais surtout quels sont les enjeux pour la France et pour l'Europe. Alors je continuerai à en parler sans relâche car quand je parle d'Ukraine, je parle de France, de notre sécurité, de la possibilité pour les Français et les Françaises de vivre en paix, de vivre libre, alors plutôt que les communicants politiques. Moi je préfère prendre au sérieux nos services de renseignement, les services de renseignement européens qui tous, sans exception, alertent sur le risque d'une confrontation militaire directe avant 2029. Je préfère prendre au sérieux notre chef d'état-major lorsqu'il nous exhorte à nous préparer moralement, matériellement, mentalement à cette confrontation. Ce sont ces mots, ce sont ces mots qu'une classe politique de somnambule a violemment attaqué parce qu'elle refuse de les entendre. Nous, nous les entendons. J'alerte quasiment seul depuis 20 ans sur la menace qui grandit à nos portes quand j'expliquais à nos dirigeants ou aux commentateurs que Poutine allait envahir l'Ukraine avant 2022. Ils souriaient quand ils ne riaient pas. Mais moi j'ai vu l'armée de Poutine sur le terrain. J'ai lu, j'ai écouté les

dirigeants russes. J 'ai créé et j 'ai présidé la commission spéciale du Parlement européen sur les ingérences. J 'ai disséqué la guerre hybride menée contre nos nations, enquêté sur les sabotages, les stratégies de déstabilisation, les cinquièmes colonnes qui opèrent dans tous nos pays et en particulier en France à CNews. Je sais que l 'Ukraine n 'est qu 'une étape et que nous sommes, nous, les véritables cibles. Je sais aussi que l 'élection de 2027 ne se déroulera pas sans ingérence brutale. Des campagnes d 'une violence inédite viseront à discréditer les candidats pro -européens et à favoriser les forces pro -russes, au premier rang desquels l 'extrême droite. Poutine peut obtenir la bascule de l 'Europe en faisant basculer la France. Alors il ne reculera devant rien, ce sera sale. Il y aura des fake news partout. Cette élection ne ressemblera à aucune autre. Mais j 'ai, moi, une confiance inébranlable dans les Français. Je suis un peu un peu éprouvé par ce que les clients voient. Moi, je suis un peu éprouvé par ce qu 'ils et en leur cèdent. Ils n 'auront pas de problème. Il ne s 'aideront pas. Il n 'a plus de

problème.

Il n 'a plus d 'espoir et le plus de qualité. Ils n 'auront pas locomotive de la puissance européenne souveraine et indépendante. C 'est le destin de notre nation, c 'est notre destin et nous allons l 'accomplir ensemble. Chers amis, les Français ne sont pas aujourd 'hui réellement libres. Ils ne sont pas réellement libres parce qu 'ils ne sont pas réellement souverains. Et ce n 'est pas l 'Union européenne le problème, contrairement à ce que disent chez nous les valets de Trump et de Poutine. Non, l 'Union européenne fait partie de la solution. Le problème est différent. Le problème, ce sont nos addictions. Ces addictions qui nous tiennent en laisse. Nous sommes tellement drogués aux énergies fossiles, aux produits industriels chinois, aux technologies américaines, que nous ne sommes plus maîtres aujourd 'hui de notre destin. Alors, nous couperons au scalpel, ces laisses qui nous en serrent le cou. Nous nous attaquerons d 'abord à notre addiction aux gaz et au pétrole. Elles rendent les Français, tous les Français, dépendants des guerres folles de Trump ou de Netanyahou quand ils vont faire leur plein. Depuis quatre mois, les Français qui ont besoin de leur voiture pour aller payent chaque jour le prix de décision délirante de dirigeants étrangers sur lesquels nous n 'avons aucune prise. Mais ils payent aussi dans le même mouvement l 'inaction écologique de leur gouvernement successif. Alors, nous ferons nous de la libération écologique de la France et des Français notre priorité

politique, économique, sociale absolue.

Ne pensez pas que le choc pétrolier que nous vivons n 'est qu 'un accident éphémère. En 2021 -2022, déjà, le chantage gazier de Poutine, puis l 'invasion de l 'Ukraine ont précipité une inflation record. Les gouvernements d 'Emmanuel Macron ont alors dépensé 72 milliards d 'euros en subvention aux énergies fossiles. 72 milliards pour renforcer notre dépendance au gaz et au pétrole. Mais ils n 'ont pas trouvé par contre 10 milliards, ne serait -ce que 10 milliards pour nous en libérer. Alors nous, nous le ferons, nous le ferons, nous permettrons, nous permettrons à plus d 'un million de Français qui touchent moins de 2000 euros par mois et qui doivent rouler plus de 30 kilomètres avec leur voiture, nous permettrons à ces Français d 'avoir accès à une voiture électrique contre un loyer de 100 euros par mois. Alors ils rouleront dans des voitures produites à Douai, à Dunkerque, à Cléon, avec de l 'électricité

décarbonée produite en France.

Pour réussir, pour réussir cette révolution énergétique, nous avons besoin d 'un État qui prévoit, d 'un État qui planifie, d 'un État qui organise, d 'un État qui organise la sobriété et l 'efficacité énergétique. Car oui, chaque économie d 'énergie est un pas de plus vers la liberté de la France et des Français. L 'énergiversion, sur la rénovation thermique des bâtiments, sur les investissements dans le rail ou

dans la filière du recyclage, c'est fini. Alors il m'arrive de lire la presse, voire même d'aller sur les réseaux, mais quand on m'accuse d'être le nouveau Macron, vous voulez savoir pourquoi ? Pourquoi je n'ai jamais cédé à leurs avances, à leurs appels du pied, à leurs offres ? Pourquoi ? Il y a beaucoup de raisons, mais la première, la première d'entre elles, elle est simple. J'ai toujours su qu'Emmanuel Macron n'avait rien compris à l'écologie. J'ai toujours su qu'il n'allait rien faire d'autre que des discours creux avec des mesurètes ou des coups de com et qu'on allait perdre 10 années, 10 années cruciales et précieuses. Eh bien nous avons perdu ces 10 années, mais nous n'en perdrons pas une de plus. Imaginez seulement, imaginez seulement, s'il avait lancé un grand plan d'électrification il y a 10 ans, s'il avait généralisé le leasing social, alors nos travailleurs rouleraient en R5 électrique et ils ne paieraient pas le prix des guerres de Putin et de Trump au moment où on se parle. Eh bien moi, ce sera ma priorité, ce sera notre priorité absolue. Pour le climat oui, mais aussi pour notre liberté, pour l'indépendance de la France et pour le pouvoir d'achat des Françaises et des Français. Nous ferons, nous ferons de la République française une République écologique, c'est -à-dire une République libre. La deuxième laisse, la deuxième laisse qui nous en sert le coup et que nous devons dénouer, c'est notre dépendance industrielle à la Chine. Dans les années 1980 et 1990, les élites françaises ont fait le choix d'un pays sans usine. Contrairement à l'Allemagne ou à l'Italie, la France n'a rien fait pour protéger ses productions, même les plus stratégiques. Le résultat, c'est une perte monumentale de souveraineté, des travailleurs sacrifiés, des territoires abandonnés et un déficit commercial qui explose. Vous voulez ? Vous voulez l'origine de cette dette française qui aujourd'hui nous obsède tant ? Eh bien penchez-vous, penchez-vous sur la désindustrialisation. Nous avons un état stratège jadis, il s'est transformé en état Saufinco, qui palie à la perte de revenus des Français en subventionnant la consommation de produits étrangers et chinois en particulier. Et plus nous consommons sans produire, plus nous sommes dépendants et endettés. Et le cercle vicieux n'est pas fini. Malgré les déclarations solennelles, la main sur le cœur de notre président, Vancorex à Pondclay près de Grenoble ou Sistovie à Carquefou près de Nantes, ces deux noms racontent exactement la même histoire, une histoire que j'ai suivie sur place avec les travailleurs, avec les patrons, l'histoire d'une nation qui laisse mourir ou partir ces industries stratégiques, l'histoire de l'indolence française et de la stratégie chinoise de domination géopolitique. Tout cela n'a rien à voir avec les pures logiques de marché dont on parle. Tout cela relève d'une décision politique du Parti communiste chinois, la décision de ratiboiser nos productions stratégiques secteur après secteur. Et si nous ne réagissons pas, l'acier européen ou notre industrie automobile suivront le chemin de l'industrie photovoltaïque. Nous proclamons donc l'état d'urgence industriel pour tous les secteurs menacés par la Chine. Nous mettrons en place des défenses commerciales spécifiques. Nous imposerons une loi achetée européenne qui réservera les marchés publics aux productions européennes. Nous mettrons fin à cette religion absurde du libre-échange généralisé à laquelle plus personne ne croit ailleurs qu'en Europe. Et nous protégerons enfin, nous aurons enfin le courage de protéger nos productions et nos producteurs. Et nous le ferons, nous, pas à l'extrême droite. Si vous en doutez, si vous doutez de ce que je vous dis, souvenez-vous de leur vote à l'Assemblée nationale et les députés présents pourront témoigner. Merci d'être là. Souvenez-vous de leur vote à l'Assemblée nationale sur la taxe sur Chine et les petits colliges chinois. qui écrasent la production française, détruisent l'industrie de la mode française, font fermer les petits commerces français, des centres-bours français et condamnent à mort nos centres-villes. Elle a voté quoi Marine Le Pen ? Elle a voté quoi ? Elle a voté contre. Elle a voté contre la production de nos producteurs, elle a voté contre la protection de nos commerces. Elle a voté pour le Parti communiste chinois. Ce n'est pas une surprise. Jordan Bardella passe son temps à voter pour Poutine au Parlement européen. Les deux font la paire. Ils votent toujours contre tout ce qui permet de protéger nos productions, contre tout ce qui permet de protéger nos industries, contre tout ce qui permet de protéger notre sécurité. Nous sommes, nous, les défenseurs de la production et de la souveraineté française, pas le Rassemblement national. La

troisième laisse que nous devons dénouer, c'est sans doute le plus grand défi du 21^e siècle. C'est notre dépendance technologique et numérique. Si le pétrole est une sorte d'héroïne, Chine, une forme de craque. Les grandes plateformes numériques américaines et chinoises sont du faintenil. Et nous ne laisserons pas la France devenir une colonie de la Silicon Valley et du Parti communiste chinois. Nous engagerons une lutte féroce, la plus grande lutte politique, sociale, économique, culturelle du 21^e siècle, contre cette nouvelle oligarchie mondiale qui concentre dans les mains de quelques -uns des fortunes et des pouvoirs inédits dans l'histoire humaine. Notre ennemi a un visage et il a un nom. Il en a même plusieurs. Il s'appelle Elon Musk. Sam Altman, Zang Yiming. Il fait de nos vies, de nos données personnelles, de nos colères, de nos angoisses, de nos rêves, de nos désirs, de nos expériences les plus intimes et de nos engagements les plus publics. Il fait de nos vies la matière première de son expansion sans limite. Comprenez bien, ces algorithmes asservissent nos consciences et elles ébranlent nos démocraties. Il bousille, il bousille le cerveau de nos enfants et nos dirigeants laissent faire. Nos dirigeants laissent faire. Quand TikTok vole une élection présidentielle en Europe, en Roumanie, nos dirigeants regardent leurs chaussures. Nous ne regarderons pas nos chaussures, nous agirons. Nous bannirons TikTok si TikTok n'obéit pas aux règles européennes. Nous ne prendrons pas de selfies avec Elon Musk et nous ne sacrifierons pas le seul commissaire européen qui a eu le courage de s'opposer à Musk, Thierry Breton, comme Emmanuel Macron l'a fait, avec une légèreté confondante. Nous ne ferons pas campagne comme l'a fait Jordan Bardella, avec cette fois -ci une servilité remarquable. Nous ne ferons pas campagne pour Elon Musk. Est -ce que vous savez ce qu'a fait Jordan Bardella avec ses alliés de l'extrême droite ? Il a fait campagne, il a lutté, il a travaillé pour que Elon Musk obtienne le prix Sakharov. C'est quoi le prix Sakharov ? C'est la plus haute distinction européenne qui récompense les dissidents, les combattants de la liberté, les combattants de la dignité humaine. Jordan Bardella, lui, quand il pense d'ignité humaine, il voit des milliardaires américains. Jordan Bardella a fait campagne pour donner le prix Sakharov à Elon Musk, un homme qui s'essuie en permanence les pieds sur notre souveraineté et sur notre démocratie. Alors écoutez -moi, derrière les soucis, derrière les sourires de façade, derrière les vidéos de Rajibus sur TikTok, ces gens sont dangereux et ils vendront, n'ayez aucun doute, ils vendront la France à Trump et Poutine. Nous, face à cette oligarchie mondiale, nous, nous résisterons, nous nous attaquerons au c-ur du business model de ces plateformes en interdisant la publicité ciblée. Nous, nous ne laisserons pas cette nouvelle oligarchie prendre possession de nos vies et soumettre nos nations. Mes amis, voilà le grand combat anticapitaliste de notre époque, voilà le combat central de la gauche française et européenne, voilà le combat existentiel que nous allons mener et que nous allons gagner ensemble. Notre obsession, notre obsession sera de bâtir la souveraineté technologique et numérique de la France et des Français, de l'Europe et des Européens. Et ce qui est vrai pour les plateformes l'est encore plus pour l'intelligence artificielle. Nous ne pouvons pas rater le coche de l'IA sous peine de disparaître. L'empire ottoman a entamé son déclin en refusant d'embrasser l'invention de l'imprimerie par Gutemberg, rejeter la révolution du livre, à condamner une civilisation autrefois triomphante à être dépecée comme une charogne. Et bien nous ne serons pas l'empire ottoman du XXI^e siècle. Nous planifierons des investissements massifs, publics et privés pour une IA souveraine dont l'intégration dans la vie sociale et économique sera pilotée, encadrée, gérée avec la puissance publique. C'est le destin. C'est le destin de notre pays d'être à la vanguardie du combat pour la liberté. Et il n'y a pas de combat pour la liberté aussi important aujourd'hui que celui de l'émancipation vis -à -vis de cette oligarchie technologique mondiale. Alors nous n'aurons pas besoin de récupérer la statue en physique. Nous récupérerons juste le flambeau de la liberté que les Américains ont délaissée. Et oui, nous rendrons sa souveraineté énergétique, industrielle et

technologique à la France et à l'Europe.

Chers amis, il est inconcevable, inconcevable, vu les menaces qui pèsent sur l'indépendance de

notre pays, que les valets de Trump et de Poutine remportent l'élection de 2027. Ce serait la fin des libertés françaises et européennes. Mais ne nous l'aurons pas. Ne nous l'aurons pas. Appeler au barrage ou au front républicain ne suffira pas. Il nous faudra bien plus que cela. Il nous faudra réveiller une envie puissante dans le peuple français. Une envie de justice, une envie de liberté, une envie de solidarité, une envie de France, une envie de France en grand. Alors oui, nous allons célébrer la fierté française, la nourrir, la chanter. Nous allons reprendre la flamme, la flamme nationale du parti qui l'usurpe depuis des décennies. Et nous reprendrons le drapeau tricolore, le merveilleux drapeau tricolore, celui de la Révolution, celui de la Résistance. Nous le reprendrons des mains des héritiers de Barres et de Morasse, des héritiers de la Restauration et de la Collaboration. Je n'ai jamais compris la gêne de certains à gauche devant le patriotisme français. Mes ancêtres biologiques ramassaient des chiffons usagers, quelque part en Bucovine ou en Galicie, je ne sais pas. Mais j'ai grandi moi en pensant que je descendais en ligne directe de Danton et de Camille Desmoulins, de Lampe de Gouges et de Charlotte Cordet, de Voltaire et de Descartes. de Fantine et de Gavroche. J'ai été élevé

dans l'amour, l'amour de cette nation qui a aboli les privilèges un 4 août et qui a proclamé que tous les hommes,

tous, laissent libre et égaux en droit un 26 août. J'ai été nourri, nourri aux mots de Romain et je veux partager avec vous. Essayez, essayez donc d'écouter, enfants, dans les forêts lituaniennes, les légendes françaises, écoutez le soir au coin du feu, alors que la neige dehors fait le silence autour de vous. Écoutez la France qui vous est comptée. Annoncez, annoncez à vos soldats de plomb que du haut de ces pyramides, 40 siècles les contemplent. Coiffez-vous d'un bicorn en papier et prenez la bastille. Donnez, donnez la liberté au monde. La France, la France est à mes yeux une promesse de l'aube, une promesse vibrante et universelle que chaque génération de français doit cultiver, poursuivre, écrire et j'assumerai moi la bataille du patriotisme français jusqu'au bout, nous

retrouverons les mots de Jaurès dans l'armée nouvelle et nous couvrirons, nous couvrirons pour toujours ceux

de Morasse. Nous montrerons que ces faux patriotes ne comprennent rien à ce qui fait la grandeur de notre nation et qu'ils n'ont de cesse, qu'ils n'ont jamais eu que ça à faire au cours de l'histoire, de la rabougir et de la rabaisser. Alors nous, nous serons le camp du patriotisme dans cette élection, du vrai patriotisme, du patriotisme qui libère et qui grandit, pas de la xénophobie, qui enferme et qui rabaisse. Chers amis, nous porterons la voix, nous porterons la voix de cette France et prise de liberté, d'égalité, de fraternité, la voix de la République renouant avec elle-même. La République, à nos yeux, c'est d'abord une chose, c'est l'école publique qui l'a construite. Et moi, je ne me résoudrai jamais à ce que l'école française soit devenue celle qui reproduit le plus les inégalités sociales en Europe, à ce qu'un enseignant français en primaire gagne moins que ses collègues slovennes et portugais. Je ne me résoudrai jamais à ce que la France dégingole dans les classements ou à ce que nous ayons le taux d'encadrement par élèves en maternelle le plus faible de l'OCDE. Je ne me résoudrai jamais à ce que 30 % de nos écoles soient délabrées. Je ne me résoudrai jamais à ces enseignantes et ces enseignants qui, partout, partout dans le pays, me parlent de leur sentiment d'être abandonnés par les pouvoirs publics. Comme je ne me résoudrai jamais, jamais à ce que la République organise elle-même une concurrence déloyale contre sa propre école en subventionnant massivement le privé sans lui

imposer la

moindre conditionnalité

sociale,

sauver l'école publique sera ma priorité, notre priorité. Au-delà de l'école, nous renforcerons tout ce qui permet de former des citoyens et de faire peuple ensemble. Notre gauche renouera avec une politique culturelle ambitieuse, protégera la liberté de création, défendra le service public de l'audiovisuel et luttera contre l'hyperconcentration des médias dans les mains de quelques milliardaires. Elle instaurera un service civique obligatoire et universel pour que les jeunes Français se croisent à nouveau et apprennent à servir le bien commun. Elle relancera même les colonies de vacances laissées en déshérence pour que nos enfants découvrent la vie collective et se rencontrent à nouveau. Elle sera, notre gauche, le luché politique de tous ces artisans du lien social qui ouvrent quotidiennement partout dans le pays pour briser les murs qui nous séparent et qui défigurent la France. Il n'y a plus de république quand les Français ne se connaissent plus, quand ils ne se parlent plus, quand ils ne s'écoutent plus, quand chacun vit dans sa solitude, quand les communautés se toisent et s'invective, quand les quartiers s'ignorent et se craignent, il n'y a plus de république. Les jeunes de la Cité de la Viste, à Marseille, ont le sentiment que les habitants des maisons cossues à quelques kilomètres de là refusent de les considérer comme des Français. Et les habitants de ces maisons cossues sont convaincus, eux, que ces jeunes de la Cité de la Viste ne veulent pas être Français. Ils veulent, ils sont, ils sont Français. Et notre rôle, c'est de casser ces murs invisibles qui fragmentent le pays, c'est de montrer que nous sommes toutes et tous Français et que nous sommes toutes et tous, quelles que soient nos origines, quelles que soient notre religion, quelles que soient notre couleur

de pont, notre condition sociale, que nous sommes toutes et tous fiers, fiers d'être Français, fiers

d'être Républicains. Et notre gauche, c'est celle des bâtisseurs, celle qui bâtit les ponts et qui relancera la grande fabrique française. Être de gauche, c'est savoir qu'une nation se construit, qu'elle se produit, que ce n'est pas une donnée naturelle ou un fait biologique, qu'il n'y a jamais aucune fatalité, à aucun déclin et que tout, tout, littéralement tout, dépend toujours de la volonté des peuples. Alors nous, notre mission prioritaire sera de donner un stylo à chaque Français pour qu'il puisse écrire, en particulier à chaque jeune Français, pour qu'il puisse écrire l'histoire commune de notre pays. C'est redonner confiance à notre pays dans sa jeunesse. C'est réveiller en nous le goût du progrès et de l'avenir. Car la République, la République c'est la confiance, c'est la confiance dans l'avenir, c'est la confiance dans le progrès, c'est la confiance dans la raison, c'est la confiance dans la science. La nation de Pasteur et de Marie Curie ne peut pas devenir un pays d'influenceurs anti-vax ou de complotistes. Nous serons nous, notre gauche sera toujours du côté de la science. Nous ne céderons nous jamais à la tentation démagogique de la remise en cause des scientifiques. Et si le Rassemblement national, ou d'autres d'ailleurs, avait été au pouvoir pendant la crise Covid, que se serait-il passé ? Nous aurions été shootés au vaccin russe Sputnik et à l'hydroxychloroquine, voilà ce qui serait passé. Alors nous ne pouvons pas confier la nation de Pasteur et de Marie Curie à ces gens-là. Nous ferons nous, de la France, le refuge de la science libre. Nous rattraperons en 5 ans, c'est mon engagement solennel, nous rattraperons en 5 ans notre déficit d'investissement dans la recherche. Nous réveillerons la foi dans le progrès qui nous a si longtemps habité, dans le progrès scientifique et dans le progrès social. Car notre République, notre République, c'est une nuit du 4 août sans cesse répétée. La République disparaît lorsque les inégalités s'oscient en privilèges. Or, c'est précisément ce qui est en train d'arriver en France, et c'est ce contre quoi nous devons lutter sans relâche. Pendant 80 longues années, les démocraties occidentales ont connu stabilité et progrès grâce à une promesse. promesses faites à leur classe populaire et moyenne, la promesse d'améliorer leur condition de vie par le travail. Aujourd'hui, cette promesse n'est plus tenue. Vous voulez comprendre d'où vient l'essor du populisme dans toutes les démocraties occidentales ? Vous voulez contrer réellement le Rassemblement National ? Et bien, occupez-vous des travailleuses et

des travailleurs. De ces millions de travailleurs pauvres qui n'arrivent plus à boucler leur fin de mois, regardez une carte électorale et voyez, voyez comment les jeunes actifs, lorsqu'ils ont un salaire en dessous de 2 000 euros par mois, voyez ceux qu'ils votent et force et de reconnaître qu'ils ne votent pas majoritairement à gauche. Ils votent pour le Rassemblement National en majorité. Et pourquoi ? Parce qu'ils ont le sentiment justifié d'être aujourd'hui les victimes du contrat social que les gouvernements de gauche comme de droite ont laissé dériver vers la rente et l'héritage. Renouer avec la promesse trahie des démocraties et alors le populisme baissera. Car le retour des privilèges génère logiquement toujours les convulsions révolutionnaires, l'envie de tout envoyer pète. Il y a 50 ans, le patrimoine d'un français à la fin de sa vie était constitué pour les deux tiers du produit de son travail et pour un tiers seulement du produit de son héritage. Aujourd'hui, c'est l'inverse. L'héritage compte pour deux tiers et le travail pour un tiers. Et on vient ensuite nous basculer sur la méritocratie et la valeur travail. Mais la méritocratie n'existe pas quand l'héritage domine. Qu'avez-vous fait ? Qu'avez-vous fait pour tant de bien ? Vous vous êtes donné la peine de naître. Rien de plus. Cette célèbre tirade de Figaro est à nouveau d'actualité. Nous sommes progressivement redevenus une société d'héritiers et de rentiers. Notre mission sera de rebâtir une république de travailleurs. Alors nous ferons de l'amélioration des conditions de travail et de la hausse des salaires un thème central de 2027 et nous imposerons, nous imposerons au cœur des débats la taxation des super succession et des plus hauts patrimoines. J'évoquais plus avant le néant écologique d'Emmanuel Macron mais il y a une autre raison pour laquelle je n'ai pas voulu des portefeuilles, des ministères, des voitures avec chauffeur et tout ça que d'autres ont accepté avec plaisir. C'est que leur ruissellement. Moi je n'y ai jamais cru et je n'y croirai jamais. Je crois au partage et pas à la magie. Je savais depuis le départ qu'avec lui les riches seraient de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. Et bien ça s'est passé exactement ainsi. Pierre Mendès France. Ah lui oui. Vous savez, alors je ne devrais pas dire ça mais c'est pas grave. Je cite souvent Pierre Mendès France comme un modèle et une fois quelqu'un m'a dit mais il n'est pas resté très longtemps au pouvoir. Est-ce que vous pensez pas trouver un autre modèle ? J'ai dit mais justement il va falloir montrer que la sincérité, l'intégrité, la vérité en politique peuvent prendre le pouvoir et peuvent y rester et peuvent changer la vie des français et des français. Il va falloir montrer qu'on n'est pas obligé de mentir

pour réussir en politique. Qu'on n'est pas obligé de se trahir. Qu'on peut rester digne. Qu'on peut

être sincère. Je sais que c'est compliqué à croire. Je sais que c'est compliqué à entendre. Mais les coups de billard à douze morts ne marchent plus. Dans une période de crise, ce qui compte c'est de dire ce qu'on pense être la vérité et de s'y tenir. Et bien je m'y tiendrai. Je m'y tiendrai. Et maintenant regardez ce que déclarait Mendès France. Écoutez, la République doit se construire sans cesse car nous la concevons éternellement révolutionnaire à l'encontre de l'inégalité, de l'oppression, de la misère, de la routine, des préjugés éternellement inachevés tant qu'il reste des progrès à accomplir. Mendès France était tout sauf un populiste, sauf un démagogue. Ce fut sans doute je les dis, le dirigeant politique le plus intègre, le plus rigoureux, le plus attaché à la vérité. Il ne détestait rien de plus que les promesses vaines et les slogans creux. Mais il savait, il savait que la radicalité des injustices exigeait la radicalité de l'action publique. Et je le pense aussi, je pense que la social-démocratie n'est pas la seule autre voie que celle empruntée depuis dix ans. Nous proposerons la refondation démocratique et républicaine de la grande et belle nation française. Chers amis, comme à chaque fois, comme à chaque fois, on veut nous raconter l'histoire de l'élection avant qu'elle n'ait lieu. 1. La victoire de l'extrême droite serait inéluctable. 2. La gauche démocratique n'arrivera pas à s'unir et aurait déjà, paraît-il, renoncé à 2027. 3. Pour faire barrage, il n'y aurait donc pas d'autre solution que de continuer avec les mêmes mots. Tout, tout est faux dans ces affirmations. Tout. Le RN n'a pas encore triomphé. Les Français ne choisiront pas cinq années de plus de macronisme et nous, nous allons nous rassembler pour gagner en 2027. C'est ça

le

but. Notre gauche sera à la hauteur de l'histoire. Elle se réunira. Elle se réunira. Par delà les doutes, par delà les différences et elle gagnera en 2027.

J'y consacrerai tout mon temps, toute mon énergie car notre responsabilité

vague. Adieu, esprit de défaites. Adieu,

le coup d'après car notre responsabilité est immense. Les Françaises et les Français n'éliront pas. L'un des anciens premiers ministres d'Emmanuel Macron, Gabriel Attal et Édouard Philippe, font aujourd'hui semblant de ne pas connaître le président qui les a fait. Ils peuvent se comporter pendant longtemps comme ces ministres de Louis XVI qui soudainement deviendraient des sans-culottes fanatiques en 1789. Ils peuvent promettre de tout changer, tout, tout changer quand ils ont eu toutes les manettes pendant 10 ans. Ça ne marchera pas. Les Français ne veulent pas de la continuation des mêmes politiques avec les mêmes ministres, les mêmes visages, les mêmes méthodes, les mêmes coups de com, la même danse permanente autour du vide. Ils ne veulent pas non plus. J'en suis convaincu. Ils ne veulent pas non plus de Jean-Luc Mélenchon à l'Élysée. C'est donc à notre gauche, celles qui rassemblent au lieu de brutaliser, celles qui réparent au lieu de casser. C'est donc à notre gauche de proposer une alternative crédible pour empêcher Bardella et Le Pen de prendre le pouvoir. Et mes amis, je suis fier. Fier d'appartenir à cette gauche démocratique et républicaine, fier d'avoir fait campagne avec mes amis socialistes, par deux fois aux élections européennes. Je suis fier, fier de l'espoir que nous avons levé en 2024 et sur lequel nous devons ensemble bâtir la suite. Je sais, je sais ce que je dois aux militantes et aux militants du Parti Socialiste, à ceux présents dans cette salle et à tous les autres ailleurs. Je sais ce que je leur dois et je sais aussi, je sais aussi que nous n'avons pas encore écrit les plus belles pages de notre histoire commune et que celle qui vient sera la plus belle de toutes. Je sais aussi que ces pages-là, ces belles pages de conquête sociale, de conquête de nouveaux droits, ces belles pages, nous devons, nous allons les écrire avec les militants écologistes. J'en suis sûr, cher Yannick, nous le ferons ensemble. Notre histoire commune, c'est l'histoire des socialistes, de ces socialistes qui, depuis le congrès de Tours avec Blum, ont affirmé que le socialisme était indissociable de la démocratie et que les conquêtes sociales se mariaient à la défense acharnée des libertés. C'est l'histoire, c'est l'histoire des écologistes qui, à contre-courant des BA du productivisme, de l'extractivisme, du consumérisme, n'ont jamais rien lâché et ont transformé l'ADN de toute la gauche, dessinant l'horizon de transformation politique, sociale, économique, le plus puissant de notre époque. C'est l'histoire, c'est l'histoire de la gauche républicaine, celle des bâtisseurs de l'école laïque, celle des combats contre le racisme et l'antisémitisme, celle des luttes syndicales, celle des engagements associatifs, celle de l'éducation populaire et de l'économie sociale et solidaire. C'est notre histoire à tous et elle est loin d'être finie, cette histoire. Nous allons continuer à l'écrire ensemble. Oui, chère Carole, chère Yannick, chère Hélène, chère Micaël, chère Laurence, chère Nora, chère Eric, chère Aurore, chère Marisol, chère Sacha, chère Thomas, chère Kulsen, chère Claire, chère Ossiane, je dois m'arrêter. Vous êtes tous les premiers et les pionniers. Merci, merci d'être là. Merci d'y croire. Merci d'avoir envie. Et vous serez, nous serons rejoints par d'autres, de plus en plus nombreux. Nous serons rejoints par ces millions de Françaises et de Français qui ne se résignent pas aux déclins, aux replis

ou à la haine. Nous allons défier les pronostics, ramener la gauche au pouvoir et relever, relever le drapeau de la République. Alors il nous reste dix

mois, dix mois pour y arriver, dix mois et pas une seconde à perdre. Et en quittant cette salle, je veux que vous vous sentiez toutes et tous investis d'une mission. Allez dialoguer, persuader, convaincre

dans tous les quartiers, dans tous les villages. N 'abandonnez pas un centimètre carré du territoire français. La flamme, la flamme que je vois aujourd 'hui dans vos yeux, juste là, la flamme que je vois dans vos yeux va embraser le pays de part en part. Et souvenez -vous, souvenez -vous toujours que si la peur est contagieuse, l 'espérance l 'est aussi. N 'oubliez pas qu 'il n 'y a pas que la haine qui fait bouger les montagnes. Il y a aussi le désir, l 'envie, la fraternité, l 'espérance, la volonté de justice. Ne vous laissez jamais impressionner dans les semaines et dans les mois qui viennent par les vociférants et par les brutaux. N 'oubliez jamais que la force ne se mesure pas aux décibels émises ou aux insultes proférés. La puissance dont nous avons tous besoin n 'a rien à voir avec la violence. Alors, soyez heureux, soyez fiers de ce que vous êtes, de votre histoire, de vos idées, de ce que vous portez, de ce que vous défendez. Vous défendez la France, vous défendez l 'Europe, vous défendez la démocratie, vous défendez la solidarité, vous défendez la justice. Soyez fiers de cela et

allez convaincre de proche en proche, de place en place. Vous pourrez toujours compter sur moi et moi je sais que je peux compter sur vous. Nous lutterons ensemble, tous les jours, toutes les heures, sans relâche et sans répit. Oui, nous lutterons ensemble jusqu 'au bout. Jusqu 'au bout, ma détermination est sans faille. Nous lutterons jusqu 'au bout et nous gagnerons. Vive l 'Europe, vive l 'écologie, vive la démocratie, vive la République et surtout vive. Allez, tous ensemble, vive la France !